

Il faut éradiquer l'immigration illégale !

Réjouissons nous, l'élection présidentielle s'approche... et les responsables gouvernementaux s'aperçoivent qu'ils n'ont rien fait de ce qu'ils avaient promis (c'est bien vrai que les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent... et l'UMP comme le PS le savent parfaitement).

Aussi font-ils flèches de tout bois pour tenter de faire oublier leurs carences et leur incompétence.

C'est tout le rôle du sieur Guéant, ministre de l'Intérieur. Ne vient-il pas de signer un décret permettant de traquer le travail clandestin afin de mieux lutter contre l'immigration illégale et contre ceux qui s'en servent ?(1)

Fichtre, il y va fort : le gouvernement va-t-il enfin s'attaquer fermement au travail illégal et à toute son exploitation malsaine d'immigrés incontrôlés ? Vaste programme...Mais on peut l'aider : tiens, à Marseille, tous les « petits matins », c'est boulevard du Capitaine Gèze (dans le 15^{ème}) qu'il faut intervenir...

On ne peut cependant que se réjouir de cette initiative tardive... tout en demandant à ceux qui dirigent aujourd'hui comme à ceux qui prétendent diriger demain : inscrivez-vous dans votre programme électoral la lutte sans merci contre l'immigration illégale et vous engagerez-vous à l'éradiquer ?

D'accord : la question ne manque pas d'hypocrisie, surtout si on la pose au PS et aux « khmers verts », au Front de Gauche ou au Modem...Ils sont tous pour la régularisation des « sans papiers » (comme ils disent pour tenter de faire croire qu'il ne s'agit pas de clandestins), et pour un appel permanent à la main d'œuvre illégale (car régulariser ceux qui sont illégitimes équivaut à cela) et à des populations étrangères chargées de « communautariser » un peuple aux valeurs historiques qu'ils veulent détruire !

PS, « écolos », mélenchonien, bayrouistes (oublions les

antédiluviens communistes et leurs 2%, simples rongeurs d'os électoraux consentis par leurs maîtres socialistes) se comportent, en fait, comme les supplétifs des oligarchies financières mondialistes et du Medef français demandant toujours plus de main d'œuvre importée, et peu importe qu'elle soit illégale... Mieux même, le BTP, les services, l'agriculture se complaisent dans l'utilisation, pour un meilleur enrichissement des « patrons », grands et petits, de cette main d'œuvre non déclarée, fragile, malléable, remplaçable, et qui permet de peser sur les salaires proposés en constituant un volant de personnes interchangeable tout en aggravant le chômage de tous ceux qui, qualifiés ou non, voudraient travailler légalement. (2)

Mais il y a pire : l'essentiel de ces migrants illégaux passe par des filières de type « mafieux ». « *Le Figaro.fr* » du 23/11/11 nous apprend que, depuis le début de l'année 2011, 5 500 passeurs organisés en 162 réseaux actifs ont été interpellés, l'ensemble concernant aussi bien d'anciens « pays de l'est » que des pays d'Asie ou d'Afrique... En créant en France l'appel d'air nécessaire (*lutte insuffisante contre ces illégaux, aides multiples qui leur sont consenties, prises en charge de ces individus par des collectivités locales et des associations « humanitaristes », logements souvent payés par les contribuables...*), la politique menée jusqu'à ce jour aussi bien par la « droite » que par la « gauche » (***politique que les Hollande, Joly et autre Mélenchon voudraient amplifier...***) favorise l'implantation sur notre sol de filières mafieuses qui organisent le trafic (juteux) des êtres humains, travailleurs et proxénètes (et prostituées) se retrouvant ici mêlés...

Et cette implantation de populations illégalement « importées » pèse sur tout ce qui fait la sécurité publique, la sécurité des biens et des personnes. Trois informations permettront de le comprendre :

« *Le Figaro.fr* » du 26/07/11 : la vente à la sauvette devient incontrôlable (3)

« *Le Figaro.fr* » du 22/07/11 : la délinquance roumaine devient

plus agressive (4)

Et surtout, les conclusions du récent rapport de « l'Observatoire National de la Délinquance » qui énoncent que « *pour certains délits de masse, comme les cambriolages, le nombre d'étrangers mis en cause a augmenté «de plus de 40 % depuis 2008» et de «37,4 % pour les vols avec violence» . Des hausses sans commune mesure avec celles constatées pour les auteurs de nationalité française » (« Le Figaro.fr du 25/11/11)*

Au-delà du caractère délictueux de l'immigration illégale, caractère que nul ne peut contester en toute bonne foi, il convient de prendre en compte d'autres effets pervers engendrés par cette situation. Et notamment tout ce qui relève de la fraude aux documents ***qui nourrit une fraude sociale évaluée à 20 milliards d'euros en 2010.*** Si tout ne provient pas des pratiques de l'immigration illégale, beaucoup en ressort, car cette fraude documentaire d'abord, sociale ensuite, concerne aussi bien les titres de séjour falsifiés que les passeports trafiqués, les cartes vitales manipulées que les permis trafiqués, les pseudo attestations de domicile que les soit disant déclarations de situation familiale... (voir « *Le Figaro.fr* » du 21 / 06 / 11)

Cet aspect du problème, comme tout ce qui est lié aux pratiques abjectes des marchands de sommeil et à celles, non moins abjectes, des réseaux de proxénétisme « exotique » sont parfaitement connues des « élus de la République », au moins depuis le rapport d'une commission d'enquête du Sénat remis à son Président le 06/04/06 (<http://www.senat.fr/noticerap/2005/r05-300-1-notice.html>), rapport auquel voudra bien se référer le lecteur curieux et attaché au principe démocratique d'information, qui cible parfaitement la nature et le coût des effets pervers, dans tous les domaines, de l'immigration illégale ...

Lecture faite, ce même lecteur pourra légitimement se demander pourquoi, 5 ans après, rien n'a été vraiment fait puisque la situation a empiré.

Ajoutons à tout cela le coût social de « l'accueil » obligé de

ces populations qui n'ont rien à faire sur notre sol, qui, très souvent, se déplacent en clans ou en familles, et qui, une fois sur place, obtiennent des ressources publiques (*notamment l'Allocation mensuelle de Subsistance et l'Allocation Temporaire d'Attente, sans parler du coût des hébergements en hôtels*) qui grèvent lourdement nos budgets nationaux, territoriaux et sociaux. Si l'on prend en compte l'étude faite par Gérard Pince qui, en 2009, chiffre à 8900 euros annuels le déficit provoqué par l'accueil d'un immigré (*étude qui porte sur l'immigration légale et que « Riposte Laïque » a présentée*), on peut évaluer, même grossièrement, le déficit annuel provoqué par chacun des 700 000 immigrés illégaux (évaluation moyenne entre les différents chiffres qui sont donnés sans que l'on puisse avoir un chiffre vraiment précis) qui, s'ils n'ont pas pleinement accès à tous les avantages de ceux qui travaillent, ne cotisent en rien pour la charge sociale !.

Tiens, de la même manière, quand on sait que le projet de budget 2012 a inscrit 632 millions d'euros (+14,1 % par rapport à 2011) sur le poste « asile et intégration », on comprend la charge indue à payer pur accueillir les Tunisiens, Libyens, Égyptiens qui viennent de faire « leur révolution » (info « Le Figaro.fr » du 28/09/11)...

Et il paraît que nous sommes en pleine rigueur !

Faut-il ici, une fois de plus, insister sur le rôle négatif joué dans l'espace sociétal par cet afflux de populations déracinées et sans autre perspective que celle d'être prises en charge par la manne publique française ? Il est évident qu'il y a là un terreau sur lequel toutes sortes de manipulateurs, et notamment religieux quand il s'agit de populations d'Afrique du Nord, Subsaharienne (ou du Moyen Orient), officient activement pour maintenir ces migrants illégaux sous leur coupe et les communautariser face aux lois, valeurs, principes fondamentaux de notre République.

Alors, oui, il faut éradiquer l'immigration illégale, et c'est même une action d'intérêt national et de salubrité publique...

Quel candidat osera mettre cet objectif au cœur de son

programme, et annoncer les mesures qu'il prendra, une fois élu ?

Certes, cet engagement public n'exonérera pas notre candidat de l'essentiel à faire : proposer un moratoire sur l'immigration dans sa totalité, suggérer de mettre en place un « plan Marshall » d'intégration/assimilation de ceux qui sont légalement présents sur notre sol s'ils souhaitent y rester (sinon, les amener à partir), et faire avaliser cette nouvelle politique par le peuple dans son ensemble en lui demandant de l'approuver par référendum.

Robert Albarèdes

1

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/11/23/97001-20111123FILWWW00521-un-nouveau-decret-contre-les-clandestins.php>

2

<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2011/08/02/01016-20110802ARTFIG0...>

3

<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2011/07/26/01016-20110726ARTFIG0...>

4

<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2011/07/22/01016-20110722ARTFIG0...>